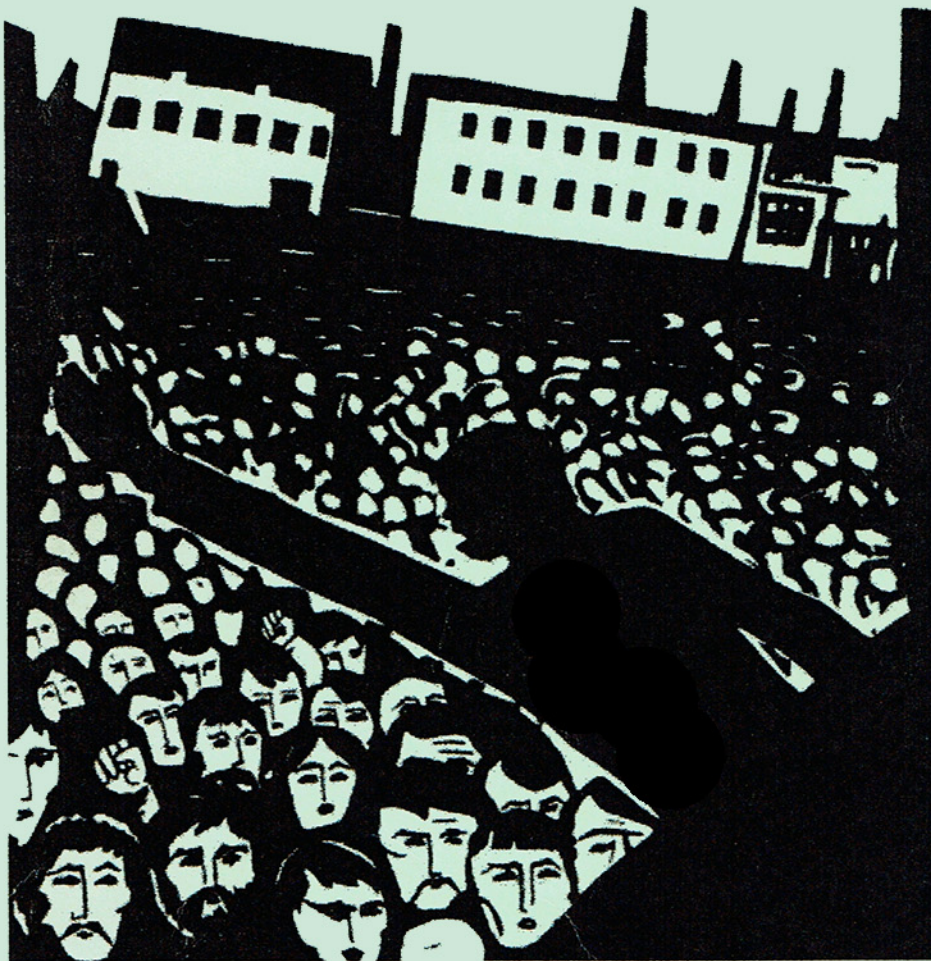


N° 15
MARS 2002
5 €

LA CAUSE DU COMMUNISME

REVUE THEORIQUE ET POLITIQUE



**LA GLOBALISATION DU CAPITAL,
UNE NOUVELLE PHASE
DE L'IMPERIALISME ?**

OCML VOIE PROLETARIENNE

La globalisation du capital, une nouvelle phase de l'impérialisme ?

Le phénomène de la " mondialisation sous sa forme actuelle, remonte aux années 70. Le terme de « *globalization* » est apparu aux États-Unis dans les années 80 au sein des grandes écoles de gestions d'entreprise, et a été popularisé par le marketing entre 1985 et 1990. Le terme de « mondialisation » en est la traduction française exacte (le sens premier de *global* est « le monde », « la planète »). Quant à la notion de « globalisation », sans doute plutôt en usage parmi les économistes, elle revêt une connotation moins populaire. Quoi qu'il en soit, les deux termes sont désormais plus ou moins synonymes... et aussi flous et

ambigus l'un que l'autre, chacun les employant dans le sens qui l'arrange. Symbole fourre-tout à la mode, la mondialisation peut signifier aussi bien la dictature des marchés financiers que la composition du hamburger chez McDo !

On peut prendre le parti de considérer la mondialisation comme la simple manifestation de l'internationalisation du capital, et s'en tenir là. Au contraire, il s'agit ici de montrer que la globalisation révolutionne en profondeur l'ensemble des rapports sociaux du capitalisme de ces vingt dernières années et d'en analyser le processus ; il est loin de se réduire aux seules dimensions économiques et financières.

« La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production et donc les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. [...] Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de toutes les conditions sociales, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes ».
(Marx et Engels, *Le manifeste du parti communiste*, 1848)

La mondialisation et ses apparences

La mondialisation est d'abord un constat, celui de l'accroissement formidable des inégalités sociales et de la paupérisation dans le monde, de l'aggravation des conditions de vie et de travail pour 95 % de l'humanité et des ravages de plus en plus considérables causés par le capitalisme au patrimoine humain et environnemental, écologique et culturel de la planète. « *La fortune des 358 milliardaires en dollars que compte le monde dépasse les revenus cumulés de pays qui, ensemble, représentent 45 % de la population mondiale* ». (ONU, *Rapport mondial sur le développement humain 1996*, Economica, 1996, p2) Le cours imprimé par le capitalisme au devenir actuel de l'humanité est proprement catastrophique ! La mondialisation est le signe, perceptible par tous, d'une crise globale très profonde dont l'issue est imprévisible.

« *Qu'est-ce exactement que la mondialisation ? Et pourquoi est-elle si désirable ?* », s'interroge avec ingénuité Martin Wolf, rédacteur en chef et chroniqueur économique au *Financial Time*, dans un article du *Monde diplomatique* (juillet 1997) au titre faussement naïf : *Mais pourquoi cette haine des marchés ?* Et de citer le FMI qui définit la mondialisation comme

« L'interdépendance économique croissante de l'ensemble des pays du monde, provoquée par l'augmentation du volume et de la variété des transactions transfrontières de biens et de services, ainsi que des flux internationaux de capitaux, en même temps que par la diffusion accélérée et généralisée de la technologie ». (Les perspectives de l'économie mondiale, FMI, mai 1997.)

En conclusion d'ailleurs, Martin Wolf enfonce le clou :

« La technologie rend la mondialisation possible. La libéralisation la déclenche. [...] La mondialisation n'est pas inévitable, pas plus qu'elle ne reflète simplement la marche en avant de la technologie. Elle marque la réussite de la diffusion mondiale d'une libéralisation économique entamée en Europe occidentale, il y a un demi-siècle, avec le plan Marshall. Elle apporte des possibilités sans précédent à des milliards d'hommes partout dans le monde ».

De son côté, l'OIT (*Organisation internationale du travail*, ONU) définit la globalisation comme

« *Le processus d'intégration des marchés nationaux de biens, capitaux, financiers et des marchés en devises en un unique marché global fonctionnant selon des règles universelles* ». (La globalisation, historique et définitions, OIT, mai 1998.)

Il faut noter que, si les définitions du FMI et de l'OIT se veulent plus des constats que des analyses, elles ne sont pas identiques. La première souligne *l'interdépendance économique des pays* et met l'accent sur le rôle de la *diffusion accélérée des technologies*, tout se gardant bien de parler de marchés ou de réglementation. La seconde, moins obscure, insiste sur l'existence d'un *processus d'intégration et de globalisation des marchés nationaux* dont le fonctionnement est soumis à des *règles universelles...* (Néo)libéralisme de choc version FMI, social libéralisme teinté de réformisme régulateur version OIT. Le directeur général de l'OMC déclarait quant à lui en 1997 : « *Ce qui a la plus forte incidence sur la forme et l'orientation de l'activité économique aujourd'hui — règles de la concurrence et flux d'investissement mondiaux, en particulier — ce n'est pas tant les obstacles à la frontière que les structures de l'économie intérieure. Là, il y a de plus en plus de risques de frictions commerciales, en raison non pas de divergences au sujet des règles, mais de l'absence de règles* ».

Il y a les discours et il y a les actes ! C'est en 1998 avec l'AMI (*Association mondiale pour l'investissement*), que le capital financier international tente d'imposer sa réglementation propre de la globalisation. L'AMI, véritable « *Constitution d'une économie mondiale unifiée* » selon l'OMC, doit aménager un cadre juridique mondial destiné à régler la protection des investisseurs et à garantir la liberté d'action absolue des transnationales contre tous les conflits éventuels avec les États d'accueil. « *Il existe déjà au moins 1500 accords bilatéraux sur la protection des investissements, et l'AMI permettrait simplement de les remplacer dans un cadre global* », résumait alors un des pontes financiers de l'OCDE. L'AMI a été un tollé ! C'est donc maintenant, à travers ses clones, comme le *Partenariat économique transatlantique*, que les institutions financières internationales imposent toutes les modalités de l'ex-AMI, en gros ou au détail, sous une forme ou sous une autre. Des clauses « de sauvegarde » bien aménagées sont *vitales* pour l'investissement « sans entraves » du capital : l'enjeu n'en est rien moins que la protection des surprofits des monopoles transnationaux comme de la rente du capital financier mondialisé. Le credo libéral ne fait que proclamer sans fard cette réalité...

« *Je décrirais plutôt la globalisation comme la liberté pour mon groupe d'investir où il veut pour le délai qu'il veut, de produire ce qu'il veut, de rechercher ses matières premières où il veut et de vendre ses produits où il veut, en s'embarrassant le moins possible des droits des travailleurs et des accords sociaux.* » (Percy BARNEVIK, membre du groupe *Bieldeberg* et de la *Table ronde des industriels européens*, 2001.)

Histoire du processus de la globalisation

Dans le mode de production capitaliste, la concurrence entre capitalistes (et entre capitaux) rythme l'existence et la reproduction du capital. Elle contraint la classe des capitalistes à accumuler au maximum pour y faire face.

« *Le développement de la production capitaliste nécessite un accroissement continu du capital placé dans une entreprise, et la concurrence impose les lois immanentes de la reproduction capitaliste comme lois coercitives externes à chaque capitaliste individuel. Elle ne lui permet pas de conserver son capital sans l'accroître, et il ne peut continuer de l'accroître à moins d'une accumulation progressive* ». (Marx, *Le Capital*, Livre 1, tome 3, p32)

Les crises du capitalisme en sont une conséquence. La crise prend sa source dans une valorisation insuffisante du capital, et celle-ci à son tour dans la tendance à la baisse du taux de profit. Elle provient directement de l'accumulation du capital, tel que la loi de la valeur en détermine le cours.

Les crises périodiques de *surproduction* — c'est-à-dire de *suraccumulation* de capital — et les fluctuations plus ou moins brutales et profondes dans la production sont inhérentes au capitalisme. Elles limitent évidemment la valorisation du capital et, par suite, constituent l'un des facteurs de baisse du taux de profit

; en même temps, la destruction de capital qu'elles provoquent permet une "purge" de l'accumulation... jusqu'à la crise suivante. C'est à la lumière de la théorie marxiste de la concurrence et des crises que doit se comprendre la mondialisation, dont une de ses composantes historiques essentielles, la colonisation.

Les débuts du capitalisme

La mondialisation existe depuis le XV^e-XVI^e siècle en Europe. Dès cette époque le développement capitaliste repose sur l'internationalisation de l'économie. La quête de marchés extérieurs et la recherche de capacités productives à moindres coûts sont à la base des grandes expéditions coloniales menées par le capitalisme européen naissant qui réalise là son accumulation primitive...

Quant aux crises cycliques de surproduction de marchandises, elles agissent alors comme facteur *autorégulateur* de la production capitaliste. C'est ce qui caractérise en particulier le capitalisme industriel du XIX^e siècle — de la révolution industrielle, à partir de la fin du XVIII^e siècle, jusqu'à la première guerre impérialiste. Le coût social des crises est lourdement supporté par la classe ouvrière et le prolétariat, mais le contrecoup politique ne met pas en cause le pouvoir de la bourgeoisie.

La crise de la fin du XIX^e siècle stimule une formidable transformation du capitalisme.

C'est l'époque du taylorisme : le machinisme, le travail posté, à la chaîne, l'ajustement du salaire au rendement de l'ouvrier (chronométrage, hiérarchie et despotisme d'usine, etc.).

Cette révolution dans la « gestion du capital » au sens large (organisation méthodique et normalisée du travail industriel d'une part, organisation de la gestion commerciale et financière d'autre part) est à l'origine de gains énormes de *productivité du travail*, de hausse du *taux de plus-value* (et donc du *taux de profit*), et d'efficacité dans l'utilisation et la *mise en valeur* du capital (par l'accélération de son cycle de rotation).

Dans le contexte d'une crise de la concurrence (l'époque des trusts et des cartels), émergent les institutions du capitalisme de monopole : la grande société anonyme, soutenue par la finance moderne, la forme institutionnelle de la séparation de la propriété et de la gestion. Les grandes firmes monopolistes sont gérées par de vastes états-majors, fortement hiérarchisés, de cadres et employés.

Les cinq caractéristiques économiques du capitalisme développé dégagées par Lénine en 1916 dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* (chapitre VII) résument ainsi ce processus d'entrée dans une nouvelle époque, l'*impérialisme*.

Le **profit** est une forme modifiée de la plus-value.

La **productivité du travail** se mesure par le quotient de la production par le nombre d'heures travaillées.

La **productivité du capital** est le quotient de la production par le stock de capital fixe.

Le **taux de plus-value** est le quotient de la plus-value par le capital variable (ou le rapport entre le temps de surtravail et le temps de travail nécessaire).

Le **taux de profit** (ou **rentabilité du capital**) est le quotient de la plus-value par le capital total (capital constant + capital variable).

- 1) **concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles... ;**
- 2) **fusion du capital bancaire et industriel, et création, sur la base de ce " capital financier d'une oligarchie financière ;**
- 3) **l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière ;**
- 4) **formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et**
- 5) **fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes.**

Des années 20 à la fin des années 70 : La globalisation mise au pas par les Etats

La première guerre mondiale ouvre une période de crise générale de l'impérialisme : « la guerre de 30 ans » (1914-1944).

Dans toute l'Europe, la Révolution russe de 1917 déclenche une série de situations et de crises révolutionnaires suivies de défaites politiques (parfois d'écrasement) des forces révolutionnaires. Ainsi, la propagation des fascismes et la prise du pouvoir de Mussolini et d'Hitler sont le produit de plusieurs facteurs convergents. La défaite de la classe ouvrière en constitue la principale cause politique ; mais, sur le terreau de la guerre, c'est bien la marque d'un nouveau cours donné à l'économie impérialiste : la gestion centralisée du capital, trusts et cartels, par la poigne de fer de l'État fasciste. La crise économique de 1920, puis le krach de 1929 aux USA sont suivis d'une suite de récessions mondiales en cascade, de 1930 à 1940. Cette période est aussi marquée par la montée des luttes du mouvement ouvrier organisé.

Après le krach de 1929, chaque bourgeoisie impérialiste (capital financier et monopoles) ressent la nécessité de réguler et de stabiliser le mouvement de valorisation du capital « *de l'extérieur* », en particulier par l'État. Les travaux socio-économiques de Keynes (1930 et 1936), libéral, étatiste et protectionniste, donnent un fondement théorique à ces politiques de relance d' « après crise ». L'exemple type, inspiré directement de Keynes, est le programme de la bourgeoisie US, le *New Deal*, mis en œuvre par Roosevelt de 1933 à 1944. Le « fordisme » (de Henry Ford, 1925), théorise des formes d'organisation de la production (le taylorisme « achevé » : standardisation des pièces, construction en série, etc.) qui perdurent jusqu'à la crise de 1974-75. La répercussion des méthodes keynésiennes de régulation étatique sur le processus de globalisation est énorme. **Le capital financier né de l'impérialisme, et hégémonique depuis les années 1900-1910, est désormais tenu en bride par l'État.** L'actionnaire devient un partenaire des gestionnaires, presque comme les autres (les travailleurs et l'État). Dans les années 30, l'extension interne du capital financier et l'importance de la finance dans le procès de production (capital rentier, accumulation boursière, parasitisme, etc.) ne sont plus comparables à ceux de la période antérieure, ni à ceux de la phase postérieure. On peut dire que, de ce fait, **le processus de globalisation, déjà très avancé en 1910-1913, marque alors nettement le pas. Ce recul est également la conséquence du formidable développement de la rente coloniale, de l'absence d'une superpuissance hégémonique et de la préparation de la seconde guerre impérialiste.** Parallèlement, les économies impérialistes autarciques des États fascistes, ainsi que, de manière différente, le renforcement du capitalisme d'État en URSS puis son développement en impérialisme « soviétique », sont aussi des phénomènes typiques de cette phase...

En 1933-1935, les USA, l'Allemagne nazie, la Grande-Bretagne avec son empire colonial gigantesque et le Japon fasciste font quasiment jeu égal, malgré de fortes disparités politiques et économiques. Progressivement, à partir de la fin des années 30, les USA affirment leur domination économique et militaire : la guerre sonne le glas définitif de la domination britannique et la fin des empires coloniaux. C'est aussi durant la guerre que l'URSS « passe le cap » de l'impérialisme ; dans la foulée (entre 1945 et 1950), l'impérialiste « soviétique » s'impose comme la seconde superpuissance derrière les USA (de 1946 à 1950, le taux moyen de croissance du PIB de l'URSS est le plus élevé de son histoire : +11,5 % par an).

Dans la période 1914-1944, le capital financier né de l'impérialisme, et hégémonique depuis les années 1900, est contrôlé par l'État. La globalisation du capital connaît donc un net recul. La croissance économique de toutes les grandes puissances est d'ailleurs inférieure à la période d'avant 1914 et à celle d'après 1945.

L'après-guerre est marquée par le tournant du plan Marshall et le début d'une longue période de vaches grasses pour le capitalisme (les « 30 glorieuses »). La régulation étatique « keynésienne » des années 30, fondée (en particulier en France) sur le compromis social avec les syndicats réformistes, continue de fonctionner jusqu'au milieu des années 70. Mais, dans tous les grands pays capitalistes, les politiques keynésiennes ont vécu. La tutelle de l'État, entre autres, est désormais ressentie par le capital financier comme un carcan de plus en plus insupportable à son hégémonie.

Des années 1970-80 aux années 1990 : Le renouveau de la globalisation

La crise structurelle des années 1970-80 fait suite à une baisse du taux de profit, elle-même l'expression de la dégradation progressive des conditions du changement technique. La manifestation la plus évidente de cette dégradation est le ralentissement graduel de la *croissance* de la productivité du travail : il faut de plus en plus de capital pour aboutir à une même production. Dès lors, la vague de chômage commence à se gonfler et les salaires sont rapidement bloqués ou à la baisse. Malgré un coût du travail faiblement croissant, le taux de profit continue sa chute jusqu'au début des années 80.

Le fait important est que cette tendance s'inverse ensuite durablement. Les profits se remettent à croître, non seulement en valeur absolue, mais aussi relativement au capital avancé (c'est ce que mesure le taux de profit). De ce point de vue, les conditions redeviennent favorables au capital vers 1983-85. D'une part, bien que la productivité du travail continue à n'augmenter que lentement, la productivité du capital est désormais en hausse ; d'autre part, le coût du travail est toujours contenu. Comme ce mouvement, se poursuit et se renforce depuis une quinzaine d'années, il dessine les contours d'une *nouvelle phase de l'impérialisme*.

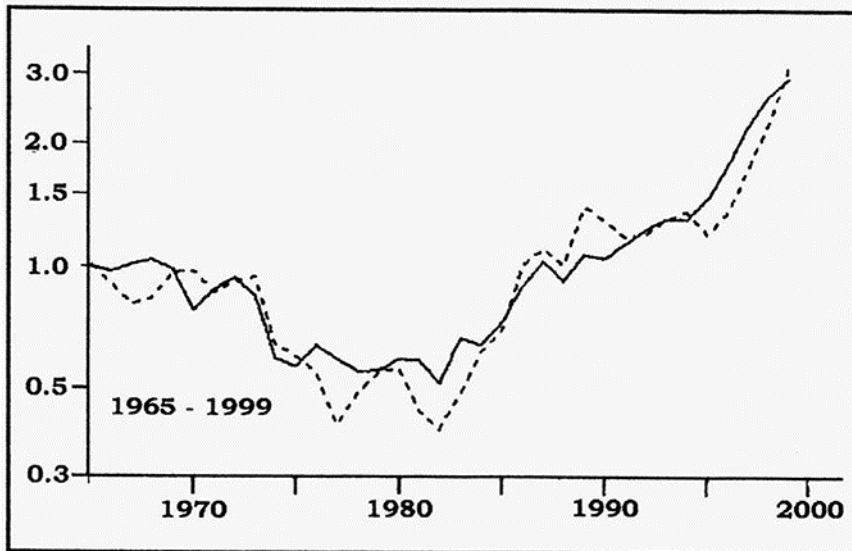
Le retour en force du libéralisme dans les années 80 correspond à la réaffirmation du pouvoir de la finance, c'est-à-dire des propriétaires capitalistes, du capital financier (dans un capitalisme où propriété et gestion sont séparées) : le contraste est fort avec les années keynésiennes. C'est une nouvelle forme de régulation de l'accumulation, essentiellement financière, qui s'installe ; d'abord aux USA, puis au Royaume-Uni et au Japon, et enfin en RFA, aux Pays-Bas, en France et dans toute l'Europe. Ce régime d'accumulation se met en place par le biais de politiques, ouvertement (néo)libérales (Thatcher, Reagan) ou social libérales (Mitterrand, Schmidt, Blair).

« Sans la mise en œuvre des politiques de déréglementation, de privatisation et de libéralisation des échanges, le capital financier et les grands groupes internationaux n'auraient pas pu faire sauter **si vite et si radicalement** les entraves et les freins à leur liberté de se déployer comme ils l'entendent et d'exploiter les ressources économiques, humaines et naturelles là où cela leur convient ». (François CHESNAIS, *La mondialisation du capital*, p23)

Le processus de globalisation joue ainsi à la fois le rôle de cause du libéralisme et de conséquence en retour des politiques néolibérales : la libéralisation du marché de l'emploi découle de celle des mouvements de capitaux tout en la renforçant. Il en va de même pour les déréglementations, les délocalisations, la précarisation de l'emploi, la refonte des secteurs publics, la remise en cause des protections sociales, la liberté de licenciement ou d'aligner les salaires par le bas, etc. ; toutes réclamées par les chefs d'entreprises afin de « faire face à la concurrence mondiale ». Il s'ensuit aussi une première flambée de fusions et concentrations monopolistes financières et industrielles.

Les nouvelles tendances de la technique et de l'organisation, notamment ce qui est souvent désigné comme « révolution informationnelle » ou « nouvelle économie », **rappellent fortement les transformations du début du siècle**. Les changements des deux dernières décennies peuvent être interprétés comme une révolution de la gestion, toujours au sens très large du terme. Cette révolution s'appuie aussi bien sur des innovations dans l'organisation du procès de production, de gestion et d'échange (rentabilisation maximale, gestion des firmes « à la japonaise » : Toyotisme, « nouvelles politiques patronales », ateliers flexibles, sous-traitance, production « à flux tendus » et « zéro stock », etc.) que sur le commerce électronique et les nouvelles techniques d'opérations financières. Elle est mise en œuvre en priorité au sein des groupes transnationaux (Informatique, Télécoms, Automobile, etc.), des grands fonds (fonds de pension, fonds de placement, assurances, etc.) et des marchés financiers (sociétés d'investissement, etc.). Dans cette rentabilisation du capital, la technologie joue un rôle primordial de stimulant. Elle permet l'accélération du *cycle de reproduction du capital fixe* par « l'externalité », c'est-à-dire la sous-traitance, la flexibilité, les déstructurations, les délocalisations, etc. C'est en particulier le cas de la biotechnologie et des TIC (*technologies de l'information et des télécommunications* : informatique, communication, etc.) où la moyenne de vie des équipements fixes (leur cycle de

*Les cours de la Bourse (1965 = 1)
Etats-Unis (___) et France (- -)*



renouvellement) est réduite à moins de 2-3 ans — contre 5 ans au minimum dans la plupart des autres branches et une durée moyenne de vie de 13 ans pour les machines du temps de Marx.

Une caractéristique essentielle de ces années 80 est aussi le développement formidable des activités financières et boursières, la tendance à la « financiarisation » de l'économie : l'explosion des opérations financières, du secteur financier et des activités financières des entreprises. La montée des cours des différentes bourses est très soutenue à partir de 1983, puis leurs cours s'envolent dans les pays

développés à partir du début des années 90. Cette croissance exceptionnelle est une des causes du gonflement des bulles financières ultérieures. Sur les sommes gigantesques échangées au niveau mondial en 1970, 90% correspondaient à des échanges effectifs de marchandises et 10% à de la spéculation. En 1998, c'est seulement 5% qui correspond à des échanges de biens et services. Le reste est constitué de valeurs- capital fictives, de capitaux spéculatifs à court terme (quelques jours, une semaine).

Dès la fin des années 80, la globalisation du capital est déjà largement accomplie. Les éléments économiques qui constituent la toile de fond de cette expansion sont

- l'application de **politiques (néo)libérales dans tous les pays industrialisés** ;
- la **domination mondiale de nouveaux blocs économiques géants : la « Triade »** oligopole dont les trois pôles sont les USA, l'UE et le Japon avec les pays développés d'Asie du Sud-Est, ainsi que **l'émergence de nombreux pays capitalistes dominés** ;
- le **rôle croissant et prédominant de la finance dans l'économie**, le renforcement de **l'hégémonie du capital financier transnational** (l'oligarchie financière) et l'accentuation de toutes les **tendances parasitaires et rentières de l'impérialisme** ;
- **le développement des technologies de l'information et, sur cette base, l'expansion et la concentration des firmes-réseaux transnationales.**

Fin du XX^e, débuts du XXI^e siècle L'aggravation de la globalisation du capital

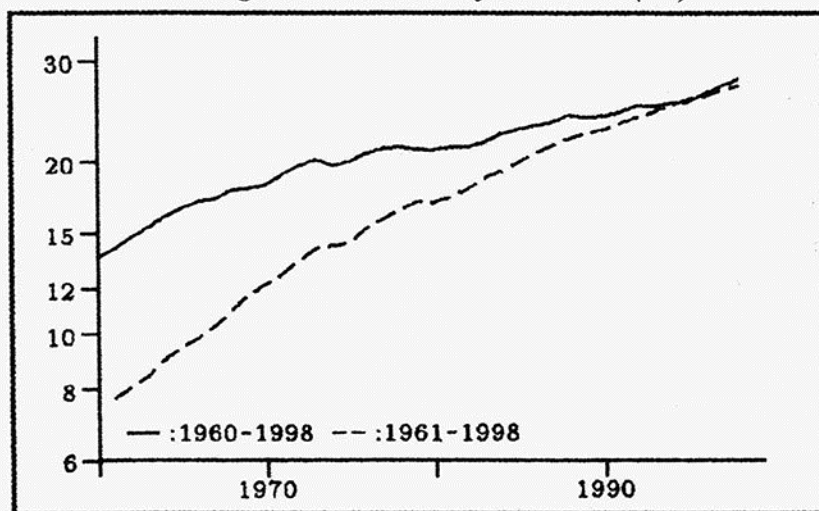
À partir des années 90, la globalisation s'approfondit et s'accélère, à la fois du fait de son propre développement interne, mais aussi par contrecoup de la chute du capitalisme d'État en Europe de l'Est et de la fin de la guerre froide. L'accentuation de toutes les contradictions de la crise générale du capitalisme à l'œuvre dans les années 80 élève la mondialisation au rang de phénomène clé de la société contemporaine.

L'autofinancement des principaux monopoles atteignant 100% depuis les années 90, leurs sources de crédit ne sont plus les banques : l'investissement s'effectue donc via **la bourse et les marchés financiers**. De leur côté, ne distribuant plus de « crédits productifs », les grandes banques se tournent désormais vers des **activités financières spéculatives**. Sur cette base, on assiste depuis 1990-93 à une multiplication sans précédent des **fusions-acquisitions** d'entreprises (par 25 de 1980 à 1998) et des **concentrations financières** : de 1994 à 1999, le nombre d'établissement de crédit dans l'UE a diminué de plus de 17%, Francfort et Londres demeurant les deux seules places financières de l'UE.

La tendance à la « **financiarisation** » de l'économie mondiale s'accroît, entraînant des crises de **suraccumulation de capital** à répétition et de plus en plus rapprochées (1990, 1994, 1998, 2000, 2001, etc.). Le gonflement démesuré de **bulles financières** spéculatives, de valeurs-capital fictif, est suivi de leur implosion, où disparaissent des centaines de milliards en quelques mois : la valeur des cours du Nasdaq a dégringolé de 60% en 2000 (4 000 milliards de dollars évaporés, plus de la moitié du PIB de l'UE et des USA !) Une cause majeure de leur apparition tient au **formidable endettement public des États** impérialistes. Les USA en particulier raflent mécaniquement 80% de l'épargne mondiale, par le simple fait que le dollar est la monnaie de réserve (la dette US est d'autant plus significative que son PIB représente 30% du PIB mondial).

Les **flux de circulation des capitaux**, les IDE (investissements directs à l'étranger) en particulier, n'ont cessé de croître de manière gigantesque depuis 1985, devenant un **moteur essentiel** du développement. C'est donc un **capital financier hyperconcentré et tout puissant** qui redonne corps et pouvoir aux institutions financières internationales de l'**oligarchie financière** (Banque mondiale, FMI, OMC, etc.) dans les années 92-95.

Productivité du travail (dollars de 1990 par heure) : États-Unis (—) et moyenne de trois pays européens, Allemagne, France et Royaume Uni (- -)



Le **regroupement de firmes-réseaux transnationales et « interblocs »** continue de s'accroître, formant des **oligopoles mondiaux** de taille colossale.

La **productivité du travail** n'a cessé d'augmenter depuis 50 ans et le taux de plus-value est de nouveau en hausse depuis 1983-85. En 16 ans (1985-2001), le profit moyen par emploi a plus que triplé dans les 200 plus grandes multinationales, mais aucun salaire n'a triplé dans la période ! Par conséquent, la part des salaires dans le PIB est passée de 69% à 59% entre 1982 et 1997 : ces 10% signifient donc une ponction de 800 milliards sur les revenus du travail. Avec la crise, le **chômage structurel de masse**, la banalisation des **formes précaires d'emploi**, l'**annualisation** et la **flexibilité du travail** s'imposent en tant que « variables d'ajustement » (le « plein emploi » c'est un taux de chômage à 5%-7% !).

L'après-guerre froide conduit à des **amorces de repartage du monde** entre les USA, l'Europe et le Japon et, inévitablement, à l'**accentuation sans précédent des rivalités interimpérialistes** :

- le **renforcement de ces trois grands pôles impérialistes** ;
- la mise en place de **zones de libre-échange** à l'intérieur de leur sphère d'influence économique directe : l'Asean en Asie du Sud-Est, l'Aléna en Amérique du Nord, le Mercosur en Amérique latine, la ZLEA pour l'Amérique centrale, latine et les USA... et la CEE puis l'UE en Europe ;
- la mise en coupe réglée des pays dominés, entre autres par le biais de leur **dette extérieure**.

« La main invisible du marché ne s'épanouira jamais sans un poing invisible. McDonald's ne peut s'épanouir sans McDonnell Douglas, concepteur du F14. Et le poing invisible qui protège les technologies de la Silicon Valley partout dans le monde s'appelle l'armée US, ses forces aériennes, terrestres et navales ». (L. FRIEDMAN, *New York Times*, 28 mars 1999.)

Ainsi, ces dix dernières années, le complexe militaro-financier US s'est directement engagé dans une foule d'interventions militaires au quatre coins de la planète (la dernière en date aux Philippines) et dans trois guerres d'envergure mondiale (Irak, Serbie, Afghanistan), entraînant derrière lui toutes les puissances et coalitions impérialistes...

Le « nouvel ordre mondial » de l'impérialisme globalisé s'impose plus que jamais à tous, partout et dans tous les domaines : économique et financier, politique et stratégique, idéologique, social et culturel.

La globalisation est une phase caractéristique de l'impérialisme

Née du capitalisme à l'étape impérialiste, la globalisation désigne des formes de domination sociale, tout autant que des formes d'organisation de la production matérielle. Il serait également profondément erroné de réduire la globalisation du capitalisme contemporain à ses seules dimensions économiques et financières.

La reproduction du capital, simple ou élargie, passe par son accumulation. C'est la tendance du capitalisme à concentrer et centraliser les moyens de production dans des entreprises de plus en plus grandes, ainsi qu'à l'établissement de relations stables entre unités de production (réseaux) à l'échelle de la planète. Ce processus implique évidemment de multiples interventions de l'État dans le domaine économique. Il s'agit de la *socialisation du capital mondial*, dont la globalisation est une manifestation.

A l'époque de l'impérialisme, la socialisation du capital requiert des révolutions répétées des rapports sociaux ; entre autres, des bouleversements du *mode d'appropriation* formel, c'est-à-dire des mutations dans les *formes juridiques de propriété du capital*. C'est ainsi que le capital n'a cessé de transformer le mode bourgeois de propriété au cours du XX^e siècle : des sociétés par actions du début du siècle aux investisseurs institutionnels actuels, en passant par les formes d'appropriation constitutives des capitalismes d'État.

Ces bouleversements répétés et violents de tous les rapports sociaux ne s'opèrent de manière ni immédiate ni mécanique ; ils sont aussi rythmés par les crises cycliques du capital, mais indirectement. Ce processus s'opère en partie de façon consciente, mais il n'est pas maîtrisé totalement par les capitalistes eux-mêmes — il est encore moins question d'un « complot » de la bourgeoisie. La révolution des rapports de production s'impose aux monopoles et aux États, à la classe capitaliste toute entière, d'abord comme une nécessité vitale : contrôler et stabiliser provisoirement l'anarchie du système pour augmenter, maintenir ou rétablir la productivité, le taux de profit et même la production elle-même. Indispensable donc d'accroître l'exploitation du prolétariat et, le cas échéant, de modifier la répartition des profits entre les détenteurs de capitaux eux-mêmes. Dans cette dynamique de guerre économique, les bourgeoisies réagissent plus ou moins rapidement et plus ou moins à l'unisson : c'est en définitive *la lutte de classes entre bourgeois et prolétaires* qui décide du déclenchement et détermine la profondeur et l'ampleur des transformations et des bouleversements qui s'opèrent. Comme dit Marx, « *les hommes font leur propre histoire, mais ils ignorent l'histoire qu'ils font* ».

Ces révolutions visent en priorité à accroître, préserver (ou même rétablir) le taux de profit (moyen), voire des surprofits de monopole, par tous les procédés de l'économie politique bourgeoise. En particulier,

- l'augmentation de la *productivité du travail* par la baisse des coûts du travail, c'est-à-dire l'accroissement de la plus-value absolue ou relative (organisation de la production : Toyotisme, « externalité », flexibilité, sous-traitance, etc.), et
- l'augmentation de la *productivité du capital*, par l'augmentation de sa composition organique (rapport entre capital constant et capital variable) et l'accélération du cycle de reproduction du capital (gestion et valorisation optimales du capital par l'utilisation de technologies de pointe).

La plupart des « experts » et des économistes avaient repéré la globalisation vers la fin des années 80 et leurs analyses commencent à être publiées dans les années 1990-92. L'origine du processus de « mondialisation » se situe dans la seconde moitié des années 70, après la crise pétrolière de 1974. Pour certains économistes marxistes, un « *nouveau régime d'accumulation capitaliste* », étroitement liée à la mondialisation, assurerait depuis le début des années 1990 la domination du secteur de la finance (la « *globalisation financière* »). Elle se serait imposé peu à peu depuis les années 1980 à coup de libéralisations et de déréglementations des échanges, des investissements et des flux financiers.

« Le « **régime d'accumulation à dominante financière** » désigne, dans une relation étroite avec la mondialisation du capital, une étape particulière du stade de l'impérialisme, entendu comme la domination interne et internationale du capital financier. [...] **Au cœur du régime d'accumulation qui tente de s'imposer mondialement, se situent les nouvelles formes de concentration du capital-argent** (au premier chef les fonds de pension et les fonds de placement financier), les mécanismes de captation et de centralisation de fractions de valeur et de plus-value entre leurs mains et enfin les institutions qui assurent la sécurité, politique mais aussi financière, des opérations de placement financier. La première phase du « pouvoir de la finance » a été la « dictature des créanciers », issue comme toute dictature d'une forme de coup d'État, celui qui a vu le taux d'intérêt réel sur les bons du Trésor américain passer en quelques mois de 2-3% à 10-12% au début des années 80. Ce fut un pas décisif vers la **reconstitution du pouvoir de la finance concentrée**, qui avait été tenue en, laisse aux États-Unis à partir du New Deal et détruit du fait de la seconde guerre mondiale dans les grands pays européens ». (François CHESNAIS, *Une nouvelle phase du capitalisme ?*, p. 44 et p. 46. Pour Chesnais, comme pour d'autres économistes marxistes, le « coup d'État » du Trésor et de Réserve fédérale US de 1979 constitue l'acte fondateur de la nouvelle domination financière, sa (re)prise du pouvoir et donc le préambule économique-politique au processus de globalisation).

Le processus de globalisation du capital ne se réduit pas à la socialisation du capital, à son internationalisation et à sa mise en valeur à l'échelle de zones exclusives et privilégiées, où se sont concentrés les ressources et les marchés (les trois pôles de la Triade : USA, UE, Japon et Asie du Sud-Est).

Sur le plan économique, la globalisation a engendré un **régime d'accumulation financière globale du capital**, dont les manifestations essentielles sont

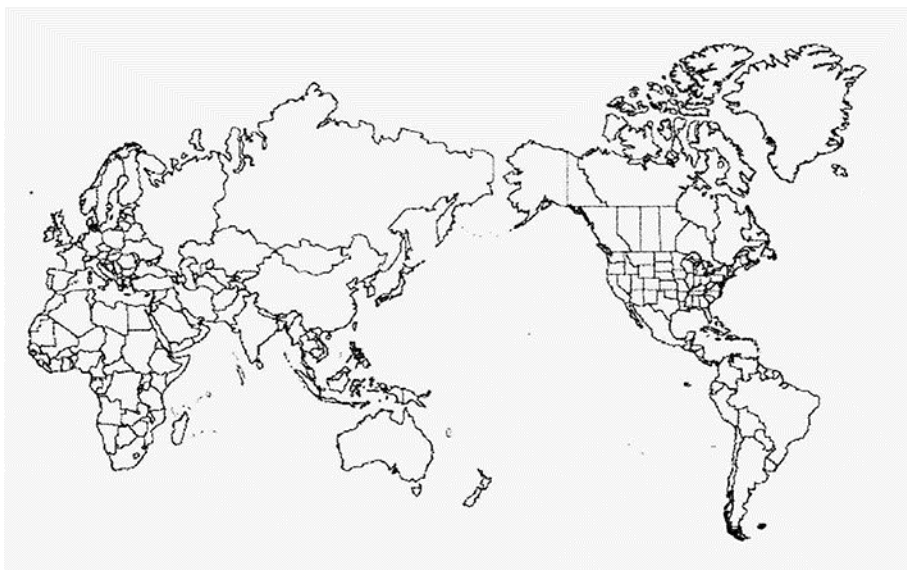
1. **l'hégémonie du capital financier au pouvoir (l'oligarchie financière), la domination sans partage de la finance au sens large et l'accentuation des traits financiers des monopoles et des États** (priorité radicale de l'investissement sur les échanges, forte tendance au parasitisme financier, etc.), **le tout concentré dans quelques zones riches ;**
2. dans ces zones, **le développement de technologies de pointe, très sophistiquées et à forte productivité, la libre circulation (la concurrence) des biens, des marchandises, des capitaux et de l'information ;**
3. **une révolution de la gestion du capital (au sens large) et une interdépendance économique et financière toujours croissante**, fondées sur des **politiques de concentration et d'« externalité »** et structurées par des **technologies productrices de forts gains d'efficacité dans la valorisation du capital ;**
4. **la suprématie d'un nombre très restreint de gigantesques groupes financiers et industriels transnationaux (oligopoles) concentrant toute la production et la richesse sociales** entre quelques mains.

A ces caractéristiques économiques, il faut ajouter

- **la privatisation de tous les services sociaux ou publics des États capitalistes** (santé, logement, équipements, communications) **et la marchandisation de tous les biens et de toutes les valeurs**, y compris culturelles ou idéologiques (école, formation, éducation, recherche, culture, environnement), jusqu'à présent " réservés " à la gestion publique de l'État ;
- **la marginalisation ou même l'exclusion de pays et de régions entières** de la planète du mouvement de globalisation (en Afrique, en Asie centrale et en Amérique latine) ;
- **l'exploitation et la domination de la majorité des peuples et pays du monde** par une poignée de grandes puissances impérialiste, **le partage et repartage du monde** entre superpuissances sur un fond de **rivalités interimpérialistes exacerbées ;**

- Sur la base d'une **révolte anti-impérialiste, généralisée dans les pays dominés**, on voit poindre un renouveau des luttes nationales, démocratiques et anti-impérialistes encore parcellaires et éclatées. De même, **dans les pays impérialistes**, on assiste à des **poussées de radicalisation spontanées d'un mouvement ouvrier, en partie déboussolé par la violence et la brutalité de l'offensive de l'oligarchie financière** (chômage de masse, précarisation, annualisation et flexibilité du travail, remise en cause de toutes les protections sociales et des statuts du salariat, etc.), et **bridé par la domination des partis et des appareils syndicaux réformistes, sociaux libéraux... ou même patronaux**.

Ce sont là 1° les caractéristiques économiques d'un nouveau *régime d'accumulation financière globale de l'impérialisme*, qui 2° revêt des formes particulièrement *violentes* à l'égard des peuples et pays dominés comme de toutes les couches et classes laborieuses de la société, le prolétariat en particulier. La globalisation a pris naissance aux USA, puis le capital financier US l'a imposée à la planète entière. À l'état pur, ce mode d'accumulation est donc arrivé à terme surtout, et même presque exclusivement, aux USA. Mais ni l'UE, ni le Japon ni les puissances d'Asie du Sud-Est n'ont décroché, loin de là.



La globalisation actuelle, une phase renouvelée de l'impérialisme

Arrivé à ce point de l'analyse, la globalisation ne peut manquer de poser plusieurs problèmes : en quoi et comment le régime d'accumulation financière qu'elle produit constitue-t-il ou non une *phase* « nouvelle », particulière, *de l'impérialisme* ? Ou bien, formulé différemment : la globalisation est-elle la simple *continuation quantitative* des traits dominants de l'impérialisme — tels que Lénine les définit en 1916 — ou représente-t-elle un *saut qualitatif*, c'est-à-dire un « cours nouveau », ouvrant une phase spécifique, plus avancée de l'impérialisme développé ? Doit-on même parler de « phase » à propos de l'impérialisme ? Les réponses n'ont rien d'évident. L'histoire du capitalisme n'est-elle pas rythmée par les innovations, les révolutions technologiques ? Machine à vapeur, chemin de fer, électricité, radio, automobile, etc. Quant à la mondialisation, elle n'a, *a priori*, rien de très neuf ; la lecture du *Manifeste* de 1848 de Marx et Engels à propos de la création du marché mondial par la grande industrie suffit à s'en convaincre.

Il faut donc « soupeser » et comparer les facteurs que la globalisation transforme et ceux qu'elle maintient ou tend à faire perdurer.

Avant tout, la globalisation témoigne d'une caractéristique essentielle du capitalisme : il s'agit d'un mode de production qui a toujours fonctionné comme une économie *mondiale*. Voilà en quoi la globalisation du capital constitue une tendance de fond de l'évolution du capitalisme et de lui seul. Voilà aussi en quoi la

globalisation, en tant que source d'un nouveau type d'accumulation financière du capital, ne constitue ni une transformation radicale, ni, encore moins, une *rupture* avec l'impérialisme.

Que penser maintenant de la notion de " nouvelle phase " de l'impérialisme ?

Il faut insister ici de nouveau sur une série de points essentiels. Il existe de profondes analogies, des similitudes fondamentales, entre la période des années 1890-1913 et la période actuelle, 1980-2000. La première correspond précisément à la phase de transformation du capitalisme en impérialisme et la seconde coïncide avec la montée et l'instauration de la globalisation et de ses conséquences.

Lénine analyse en détail la première phase dans sa brochure théorique, *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*. Au point de vue de l'évolution purement économique de l'impérialisme, on y trouve des caractéristiques qui collent quasiment trait pour trait à la globalisation impérialiste actuelle. La convergence entre ces deux phases clé n'est pas moins saisissante en ce qui concerne les fondements politiques généraux de l'impérialisme : la rivalité entre une poignée de pays riches, le partage et le repartage du monde, l'exploitation de peuples et nations en nombre croissant, la tendance à la réaction politique, etc.

Ces similitudes n'ont pas échappé à tout le monde. Quelques économistes et historiens (des libéraux aux marxistes) les ont déjà soulignées. Il est frappant de constater que *L'impérialisme stade suprême...* est reproduit sur des dizaines de sites Internet; ainsi, des syndicalistes d'EDF-GDF reprennent tout le début du chapitre VII avec la définition de Lénine, « *le texte historique qui parle tellement avec ce qui se passe dans l'actualité d'EDF, devenu entreprise impérialiste dans tant de pays* ». (*Tribune de Résistances électriques et gazières*, 2001.) L'actualité étonnante de *L'impérialisme...* pour analyser la situation actuelle n'est pas du tout un hasard. ***Elle ne fait qu'exprimer des convergences de fond identifiables entre deux phases charnières de l'évolution de l'impérialisme.*** D'une phase à l'autre, l'histoire économique de l'impérialisme semble se répéter...

Trois séries d'indices, parmi d'autres, attestent assez bien de ce phénomène.

→ Premièrement, on peut noter une nette convergence de **croissance** du mouvement mondial des capitaux des investissements à l'étranger et de la concentration du capital financier international au cours de chacune des deux phases.

De 1882-1885 à 1914, la valeur des capitaux en circulation dans le monde a été multipliée par 4,5 : environ +11,5% en moyenne par an sur 30 ans. De 1970 à 1990, ce mouvement quotidien mondial de capitaux a vu sa valeur multipliée par 9 : +41% en moyenne par an sur 20 ans. De 1990 à 2000-2001, elle a été multipliée par 2,4 : +14,2% en moyenne par an sur 10 ans.

Si l'on compare maintenant les croissances respectives au cours de ces deux phases, le *taux de croissance annuel moyen* du mouvement de capitaux dans les années 1990-2000 est fort comparable à celui des années 1885-1914 : respectivement +14,2% et +11,5%.

De même, la valeur des capitaux placés à l'étranger entre 1902 et 1914 par l'Angleterre, la France, les USA et l'Allemagne a presque triplé en 12 ans. Ce *taux de croissance* est comparable à celui de la période 1980-1990 pour le G5 (USA, Japon, GB, France, Allemagne), dont la valeur des IDE fait un peu plus que tripler en 10 ans.

Enfin, en 2000-2001, ces cinq puissances du G5 réalisent 80% des IDE dans le monde. Ce sont les mêmes (le Japon en moins), que cite Lénine pour la concentration du capital financier en 1910 : le montant des valeurs émises en 1910 par l'Angleterre, la France, les USA et l'Allemagne représente plus de 80% du capital financier mondial...

La domination de la finance internationale et la concentration du capital financier ont atteint un niveau très comparable au cours de chacune de ces deux phases. Paradoxalement, le système financier international, et donc le capital financier, semble même avoir été plus homogène, sinon plus concentré, en 1913 qu'en 2000.

→ Ensuite, les deux phases présentent une grande similitude conjoncturelle, en particulier dans l'évolution du **taux de profit** du capital et le déclenchement des crises structurelles.

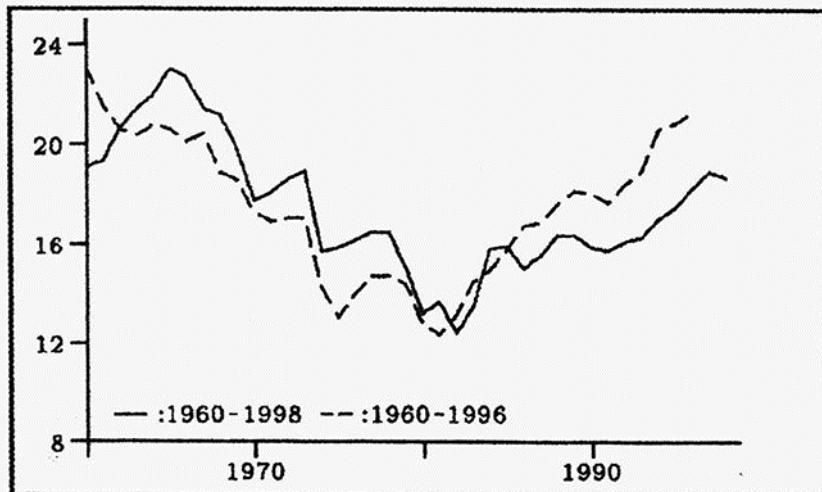
Depuis 1983-85, on assiste à un processus mondial de *reprise du taux de profit*, en chute depuis les premières décennies de l'après-guerre. Mais ce retour de croissance mondiale du taux de profit après une longue phase de baisse n'est pas inédit. Le phénomène s'est déjà produit deux fois dans les pays développés au cours du XX^e siècle. Plus

précisément, on peut identifier deux phases de baisse du taux de profit et deux phases de hausse. La première phase de baisse mondiale a lieu justement entre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e (de 1880 à 1910 environ, selon les pays : les débuts de l'impérialisme), la seconde a lieu des années 50 aux débuts des années 80 (de près de 24 % à la fin des années 50, le taux de profit moyen tombe à 12 % en 1982-83). Les deux phases mondiales de hausse démarrent, pour la première, au cours de la première moitié du XX^e siècle et, pour la seconde, dans les années 1983-85. Chacune de ces phases dure quelques décennies.

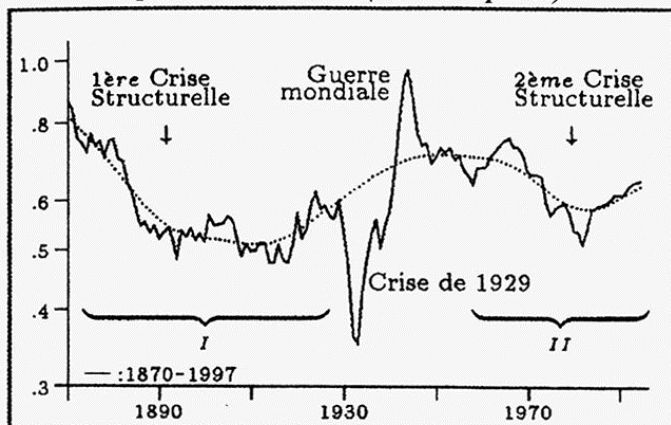
La première (1880-1910) et la troisième phase (1947-1980) de baisse se ressemblent à beaucoup d'égards, et elles débouchent sur des crises structurelles également similaires : la crise de la fin du XIX^e siècle (1890-1900 environ, selon les pays) et celle qui commence à la fin des années 70. Les manifestations principales de ces crises sont le ralentissement de l'accumulation du capital, donc de la croissance, la hausse corrélative du chômage, et l'instabilité accrue (la multiplication des récessions). La crise de 29 interrompt la période intermédiaire de hausse, mais elle est de nature différente.

Les phases allant de 1880 à 1913 pour la première et après 1985 pour la seconde, constituent deux phases identifiables comparables : on peut noter leurs similitudes conjoncturelles, aussi bien pour le taux de profit que vis à vis des crises structurelles du capitalisme.

Taux de profit (%) : Etats-Unis (—) et moyenne de trois pays européens, Allemagne, France et Royaume Uni (- -)



Un parallèle saisissant. Tendances de la productivité du capital aux Etats-Unis (économie privée)



→ Sur le plan des **particularités historiques**, les deux phases présentent aussi de nombreux traits communs.

Dans *L'impérialisme...*, Lénine souligne les « particularités historiques concrètes » de l'impérialisme moderne et insiste sur « 1) la concurrence de plusieurs impérialismes et 2) la suprématie du financier sur le commerçant ».

Les traits historiques concrets de la globalisation représentent, à un degré supérieur, ces « particularités historiques » de l'impérialisme

contemporain: 1° concurrence, rivalités et guerre économique entre une poignée de puissances impérialistes et 2° suprématie du financier globalisé (monopoles et réseaux financiers transnationaux et institutions financières internationales) sur le commerçant *et l'industriel* au sens strict.

La globalisation impérialiste se caractérise par la tendance à intervenir sur *toute* la planète et dans *tous* les domaines, économique, politique et militaires. C'est-à-dire à l'intervention « géostratégique » non seulement dans les régions dites « agraires », mais dans les régions les plus développées et les plus industrialisées.

*« Car, premièrement, le partage du monde étant achevé, un **nouveau partage** oblige à tendre la main vers **n'importe** quels territoires ; deuxièmement, ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête de territoires — non pas tant pour eux-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et saper **son** hégémonie ». (LENINE, *L'impérialisme, stade suprême...* tome 22, p290, Ed. Sociales-Ed. de Moscou et p109, Ed. de Pékin.)*

Ainsi, le Royaume-Uni est surtout nécessaire aux USA pour comme point d'appui *contre* l'UE. L'UE se sert surtout des Balkans comme plaque tournante vers l'Europe centrale pour *faire pièce* à l'impérialisme US. Les USA ont surtout besoin du Proche-Orient, de l'Asie centrale et de l'Extrême-Orient comme bases stratégiques *encerclant* la Chine en profondeur et, secondairement, dirigées *contre* toute velléité d'autonomie de l'UE, du Japon, de la Russie ou de l'Inde, etc.

Asseoir, préserver ou renforcer les intérêts géostratégiques d'une superpuissance comme les USA ou l'UE (si elle en avait les moyens politico-militaires...) suppose donc d'intervenir, directement ou non, dans une multitude de domaines. Ils englobent ses intérêts économiques et financiers mondiaux à court ou moyen terme : la sauvegarde de ses investissements, la sûreté des surprofits monopolistes de ses transnationales financières et industrielles, sa sécurité d'approvisionnement en matières premières (dont le pétrole en priorité). Ils incluent ses intérêts politiques et militaro-stratégiques à moyen ou long terme : la création, la protection ou le renforcement de points d'appui et de têtes de pont de toute sorte *contre* des adversaires existants ou potentiels, la mise au pas des États récalcitrants ("*Rogue States*"), la mise en garde des autres, la répression de toute tentative révolutionnaire et la défense de son « ordre international ». Bref, tout ce qui permet le maintien à tout prix de sa toute-puissance et l'hégémonie de son complexe militaro-financier, au détriment des autres...

La mondialisation, en tant que phase de l'impérialisme exprime la rivalité extrême entre regroupements de grandes puissances, États impérialistes et monopoles transnationaux.

La mondialisation, la guerre et la révolution

Voilà ce que ne peuvent — ou ne veulent — pas comprendre les défenseurs de la « globalisation impériale », les théoriciens d'une globalisation qui aurait soi-disant dépassé radicalement le capitalisme et rompu avec lui, d'un phénomène qui serait né d'un pouvoir unique et édifierait une société globale « postimpérialiste ».

*« Nombreux sont les théoriciens contemporains qui hésitent à reconnaître la mondialisation de la production capitaliste et de son marché comme une situation fondamentalement nouvelle et un tournant historique décisif. Les théoriciens associés à la perspective des systèmes mondiaux, par exemple, avancent depuis le début que le capitalisme a toujours fonctionné comme une économie mondiale, donc que ceux qui proclament aujourd'hui la nouveauté de sa mondialisation ont simplement mal déchiffré son histoire. [... j Une attention précise aux dimensions originelles universelles ou universalisantes du développement capitaliste ne doit pas nous masquer **la rupture ou le changement radical dans la production capitaliste contemporaine et dans les relations de pouvoir à l'échelle mondiale.***

« [...] D'autres théoriciens hésitent à reconnaître un changement majeur dans les relations de pouvoir à l'échelle mondiale, parce qu'ils considèrent que les États-nations capitalistes dominants ont continué d'exercer une domination impérialiste sur les autres nations et régions du globe. De ce point de vue, les tendances contemporaines à l'Empire ne représenteraient pas un phénomène fondamentalement nouveau, mais simplement un perfectionnement de l'impérialisme. [...] Nous pensons qu'il est important de noter que **ce qui était habituellement conflits ou rivalités entre plusieurs puissances impérialistes a été remplacé par l'idée d'un pouvoir unique** qui les surdétermine toutes, les structure d'une façon unitaire et les traite sous une notion commune de droit qui est résolument postcoloniale et **postimpérialiste** ». (Michael HARDT, Antonio NEGRI, *Empire*, p. 32, Exils, 2000.)

Cette idée de « rupture radicale dans la production capitaliste » et de dépassement des conflits et des rivalités interimpérialistes n'est pas nouvelle. C'est, presque mot pour mot l'argumentation de Kautsky en 1914 et 1915 :

« Du point de vue économique, il n'est pas impossible que le capitalisme traverse encore une nouvelle phase où la politique des cartels serait étendue à la politique extérieure, une phase d'ultra-impérialisme... d'exploitation en commun de l'univers de l'univers par le capital financier uni à l'échelle internationale ». (cité par LENINE, dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, tome 22, p292-297, Ed. sociales-Ed. de Moscou et p112-118, Ed. de Pékin.)

L'« Empire » rêvé par Hardt et Negri est érigé sur les mêmes fondations que l'« ultraimpérialisme » inventé par Kautsky. Ils s'appuient l'un et l'autre sur cette conception profondément erronée selon laquelle la domination du capital financier — et plus encore son hégémonie — atténuerait les inégalités et les contradictions de l'économie globalisée, alors qu'elle les renforce.

L'idée d'un « trust unique » gérant la planète peut revêtir aujourd'hui diverses formes.

Soit comme sous-produit de théories fondées sur l'« hégémonie absolue », la toute-puissance de l'hyperimpérialisme US et la domination sans partage de l'« Empire américain » sur la planète. Les USA seraient alors l'ennemi *principal* (et même unique) de tous les peuples et de tous les pays, qu'il asservirait, sans rivaux ni concurrents, partout et sur tous les terrains, économiques, politiques idéologiques et militaires. Cet anti-américanisme primaire ne fait que renforcer le nationalisme pro-européen, qui fait déjà des ravages dans les rangs réformistes.

Soit, moins grossièrement, sous la forme de thèses qui tendent à nier les conflits et à estomper ou éteindre les contradictions entre grandes puissances. L'« Empire » de Hardt et Negri — comme de leurs épigones — relève d'une utopie, celle d'une ère nouvelle de stabilité et de paix, d'une alliance mondiale interimpérialiste *stable*, d'un capital financier *durablement* uni à l'échelle internationale, etc. Atténuer ainsi les contradictions les plus profondes de l'économie et de la politique mondiale de l'impérialisme conduit invariablement à l'enjoliver, à le farder, faisant passer à l'as les antagonismes de classes. Au bout du compte, il ne s'agit que de rendre le capitalisme acceptable, amendable... bref « réformable ».

Comme tout processus économique est social de grande ampleur, la mondialisation possède une composante « naturelle », presque incontournable. En même temps, elle s'appuie sur des facteurs conjoncturels, des situations spécifiques, la volonté des uns de l'approfondir et de la consolider par des politiques (néo)libérales et la détermination des autres à s'y opposer en la régulant par le biais de l'État... le tout dans l'interdépendance et les rapports mutuels.

La globalisation du capital est une tendance économique à long terme du capitalisme développé, une évolution en profondeur de l'impérialisme.

La globalisation du capital constitue une phase particulière, nouvelle, de l'impérialisme développé. Cette phase reproduit les principaux traits économiques et, en partie,

politiques de la phase de transformation du capitalisme en impérialisme au début du XX^e siècle.

La récession mondiale peut fort bien s'approfondir en 2002, au Japon, aux USA, dans l'UE, et ailleurs. La conjoncture économique est si imprévisible que Greenspan (président de la réserve fédérale US), a déjà mis en garde fin janvier 2002 les marchés financiers qui anticipaient une reprise très forte : « *[elle] ne se produira pas parce que l'économie n'a pas ralenti très profondément* ». Autrement dit, plus l'économie capitaliste s'autodétruit, plus elle s'enfonce profondément dans la catastrophe, plus l'exploitation et la misère redoublent, et mieux elle est à même de « rebondir assez haut » pour restaurer provisoirement l'accumulation du capital et le taux de profit !

Quoi qu'il en soit, c'est bien une situation de crise générale du capitalisme qui prévaut et une « sortie de crise » en douceur est encore loin de se profiler à l'horizon... Jamais la fragilité du mode d'accumulation ni l'instabilité financière n'ont été aussi grandes.

Le régime global d'accumulation financière produit par la globalisation est fondé sur une économie particulièrement fragile et instable. Il peut s'effondrer ou se transformer à la faveur de la prochaine crise économique-financière un tant soit peu aiguë.

L'instabilité économique et politique de la mondialisation conduit de manière presque « mécanique » à des contradictions, des rivalités et des affrontements mondiaux entre puissances et superpuissances. Le budget militaire total des US prévu en 2003 est parlant : entre 405 milliards et 410 milliards de dollars (15 % de plus qu'en 2002) ; 380 milliards de dollars pour le seul Pentagone (11 fois plus que le budget militaire britannique).

Sans pousser trop loin la convergence entre les conditions « géostratégique » des deux phases de l'impérialisme, il n'est pas déraisonnable d'envisager le déclenchement de guerres impérialistes de grande ampleur, sous des formes plus ou moins nouvelles. Le danger de guerre mondiale est un danger véritable, concret et actuel... **La guerre perpétuelle, globale, sert déjà de politique extérieure à l'impérialisme US qui entraîne dans son sillage toutes les puissances et coalitions impérialistes** ; aujourd'hui contre l'Irak, l'Iran, la Corée, etc. et demain contre n'importe quels pays ou régions du monde.

Le déséquilibre politique de cette phase de l'impérialisme, tout comme de sa jumelle des années 1900-1913, conduit à de nouvelles guerres impérialistes incessantes et à l'échelle de la planète ; la politique extérieure de l'impérialisme globalisé, c'est la guerre...

La mondialisation ne mène pas forcément à la guerre. Elle produit en parallèle deux réactions qui minent les bases mêmes de l'impérialisme.

D'une part, la dictature de plus en plus féroce du capital provoque misère et révoltes. Partout dans le monde, les peuples se soulèvent, le dernier exemple en date étant l'Argentine. De plus, du fait même de la globalisation, la révolte prend de plus en plus un caractère planétaire et des liens se tissent partout dans le monde, comme viennent encore de le manifester les rencontres de Porto Alegre.

D'autre part, la concentration extrême du capital financier international, le regroupement de la quasi-totalité de la production mondiale entre les mains d'une poignée de gigantesques groupes et réseaux transnationaux (oligopoles financiers et industriels), la technicité et la centralisation formidables atteintes dans l'organisation du travail, la gestion et la valorisation du capital, la division sociale du travail à l'échelle de la planète, etc., toutes ces caractéristiques de la globalisation impérialiste créent les conditions économiques objectives *immédiates* du socialisme.

Reste que si la mondialisation développe en parallèle une tendance à la guerre et une tendance à la révolution, ces évolutions poussent elles-mêmes à la transformation et au renouveau de ces courants qui prétendent « réformer » le monde impérialiste sans le détruire, de ceux qui craignent par-dessus tout les processus révolutionnaires et les bouleversements sociaux majeurs.

À l'époque de l'impérialisme, la globalisation du capital constitue l' « antichambre » du socialisme. Par les révolutions sociales sans précédent qu'elle met en œuvre, la globalisation constitue aussi la meilleure préparation à la révolution.

J.Labeil

Bibliographie

- LENINE. *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, 1916, œuvres complètes, tome 22 des Ed. sociales-Ed. de Moscou ou brochure des Ed. de Pékin (1977).
- Karl MARX, Friedrich ENGELS. *Le manifeste du parti communiste*, 1848, Ed. sociales.
- Karl MARX. *Le Capital*, 1885, Ed. sociales.
- LENINE. *Sur l'économie*, recueil de textes des Ed. 10-18, 1978.
- François CHESNAIS, Gérard DUMENIL, Dominique LEVY, Immanuel WALLERSTEIN. *Une nouvelle phase du capitalisme ?*, Syllepse, 2001.
- François CHESNAIS. *La mondialisation du capital*, Syros, 1994.
- L'impact de la globalisation sur les économies*, publication de l'OIT (document de travail de l'ONU), mai 1998.
- François CHESNAIS (Ed.). *La mondialisation financière - genèse, coûts et enjeux*, Syros, 1996.
- Michel HUSSON, Isaac JOHNSON, Eric TOUSSAINT, Michel ZERBATO. *Crises structurelles et financières du capitalisme au 20^e siècle ?*, Syllepse, 2001.
- Frédéric F. CLAIRMONT, *Menaces sur l'économie mondiale*, Le Monde diplomatique, mai 2001, p. 3.
- Tom THOMAS. *L'hégémonie du capital financier et sa critique*, Ed. Albatroz, 1999.
- La globalisation impérialiste*, études marxistes, Revue trimestrielle, n° 55, EPO, juillet- septembre 2001.

Quelques institutions internationales

Avec la globalisation, le capital financier et les grandes puissances impérialistes ont imposé un processus de renforcement et de reconstruction d'institutions internationales adéquates (permanentes ou non), aux pouvoirs arbitraires : les G7, G8 ou G20, la Banque mondiale, le FMI, le GATT et l'OMC.

Le GATT - *General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)*

Le GATT, est un ensemble d'accords pour organiser le commerce mondial par l'harmonisation graduelle des barrières douanières et commerciales. Le premier GATT, signé en 1947), devient dès 1955 le principal cadre régissant le commerce mondial qu'il contrôle à 80%. Plusieurs cycles de négociations (1964-68, puis 1973-79) conduisent à l'abaissement des barrières douanières. Commencé en 1986, le 8^e cycle (*l'Uruguay Round*) devait conduire au démantèlement des barrières commerciales entre États et au libre-échange mondial des biens et services. Après de longues discussions entre l'UE et les USA, les accords de Marrakech ont été signés en 1994 par 123 pays.

L'OMC - Organisation mondiale du commerce

Depuis 1995, l'OMC s'est substituée au GATT et veille à la mise en œuvre des accords conclus en 1994. Ces accords multilatéraux couvrent la plupart des secteurs commerciaux : la circulation des marchandises (accord agricole et textile), les services, la propriété intellectuelle, la protection des investissements (AMI, *Association mondiale pour l'investissement*), etc. L'OMC (142 membres) est habilitée à prendre des sanctions contre les États contrevenants ; c'est aussi l'instance où sont réglés les nombreux litiges entre pays (135 en 1999, dont la moitié non résolus, entre USA et UE en particulier).

L'OMC (après le GATT) constitue un cadre opaque strict organisant de manière draconienne l'ouverture et la déréglementation des marchés et services publics. En tant qu'institution de l'impérialisme, l'OMC impose aux pays dominés une liberté complète pour les transnationales et, en tant qu'organe interimpérialiste, elle réglemente le commerce et les investissements mondiaux selon les intérêts des monopoles, au gré des rapports de force entre grandes puissances impérialistes.

Le FMI - Fonds monétaire international

Fondé en 1945 après les accords de Bretton Woods (1944) qui font du dollar une monnaie de réserve (une unité de compte internationale jouant le même rôle monétaire que l'or), le FMI vise à assurer le fonctionnement du système monétaire international (stabilité des changes, coopération monétaire et commerciale, etc.). En 1976, toute référence monétaire à l'or est supprimée au profit du dollar, désormais unique monnaie de réserve.

Comptant 183 États membres (« actionnaires »), le FMI a, depuis 1992, pour fonction principale de prêter à court terme aux pays dominés surendettés, imposant en contrepartie aux travailleurs des mesures libérales « de rigueur économique » catastrophiques : diminution des dépenses publiques et des salaires, augmentation des impôts, libéralisation financière, etc. Avec 17,16%, les USA sont, de loin, le premier actionnaire du FMI, suivis du Japon (6,16%) et de l'Allemagne (6%). La France et la Grande-Bretagne détiennent chacune presque 5% des droits de vote. Les voix en commun de l'UE représentent un peu moins de 16% ; les autres pays ont un pourcentage de voix inférieur à 3%.

La « mondialisation » à l'époque de MARX et ENGELS (1843 et 1848)

« A la place de l'isolement d'autrefois des régions et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. Et il en va des productions de l'esprit comme de la production matérielle. Les œuvres intellectuelles d'une nation deviennent la propriété commune de toutes... [...] Sous peine de mort, elle [la bourgeoisie] contraint toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production ; elle les contraint à introduire chez elles ce qu'elle appelle civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se façonne un monde à son image » (MARX, 1843, Lettre à Arnold Ruge, *Etudes philosophiques*, p. 22, Ed. Sociales.).

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes.

« [...] La grande industrie a créé le marché mondial, préparé par la découverte de l'Amérique. Le marché mondial a accéléré prodigieusement le développement du commerce, de la navigation, des voies de communication. Ce développement a réagi en retour sur l'extension de l'industrie ; et, au fur et à mesure que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer se développaient, la bourgeoisie se développait décuplant ses capitaux et refoulant à l'arrière-plan les classes léguées par le moyen âge.

La bourgeoisie, nous le voyons, est elle-même le produit d'un long processus de développement, d'une série de révolutions dans le mode de production et d'échange.

« [...] La bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est finalement emparée de la souveraineté politique exclusive dans l'État représentatif moderne. Le pouvoir étatique moderne n'est que l'un comité chargé de gérer les affaires communes de la classe bourgeoise toute entière.

« La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production et donc les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. Le maintien sans changement de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de toutes les conditions sociales, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes...

« [...] Poussée par le besoin de débouchés de plus en plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, mettre tout en exploitation, établir partout des relations.

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation dans tous les pays. Au grand regret des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont évincées par de nouvelles industries... ». (MARX et ENGELS, 1848, *Le manifeste du parti communiste — Bourgeois et prolétaires*, p37-45, Ed. sociales.)